

Lutter et Construire Ensemble!

finances
Solidaires

Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
I.D.D.

Solidaires
Sud
INSEE

Sud

Centrale
Solidaires

9ème Conseil Fédéral du 5 au 9 octobre 2015

à l'Escandille à AUTRANS (Isère)



Les travaux du 9ème Conseil Fédéral de **Solidaires Finances** se sont déroulés à Autrans sur le plateau du Vercors. Ce magnifique cadre naturel, loin de l'agitation du monde et des moyens modernes de communication mais marqué par l'Histoire de la Résistance aux heures sombres du nazisme et du régime pétainiste de la collaboration, invitait à prendre de la hauteur par rapport aux trois années écoulées depuis le dernier Conseil fédéral de Chalès en 2012.

C'était l'occasion de reprendre une profonde respiration militante pour affronter avec un discernement accru les périls qui menacent plus encore aujourd'hui les missions de service public des ministères économiques et financiers.

Les bilans d'activité, de la fédération et de ses syndicats, ont permis de dresser ensemble le tableau d'une nouvelle accélération de la mise en œuvre des politiques de libéralisation économique avec une présidence Hollande qui, loin de marquer un changement, a pris la relève du quinquennat précédent. Les intervenants ont décrit les différentes étapes d'un recul de l'action publique marqué, dans le contexte européen que nous ne connaissons désormais que trop bien, par les différents degrés d'un démantèlement déjà bien avancé des missions que connaissent les administrations de Bercy, du découpage de la CCRF et de l'éclatement de l'ancienne administration de l'Industrie entre deux ministères à la mutualisation des moyens sur fond de réduction dogmatique de la dépense publique, la dénatura-tion des missions notamment de contrôles au profit de la seule Entreprise et à la «virtualisation» de la relation à l'usager, telles que peuvent les vivre l'administration centrale ou l'INSEE ou la Douane ou la DGFIP. **Réforme territoriale, Réate II, démarches et plans stratégiques, revue des missions, remise en cause du statut de la fonction publique, tout va dans le même sens** ont-ils constaté.

Cette présentation de l'activité fédérale, tout en soulignant les difficultés de la période en matière de mobilisation et d'action militante, période marquée par le coup de force permanent des autorités gouvernementales et des pouvoirs publics au mépris de toute démocratie sociale (dernier exemple en date : le protocole PPCR) et le développement de la répression syndicale, attaques semblant vouloir condamner à une obsolescence qui serait programmée le syndicalisme de lutte, a insisté sur l'urgence de continuer à mettre ensemble toutes les forces, de mutualiser, rappelant que la fédération est d'abord l'addition des forces qui la composent. C'est la conscience de cette nécessité, celle de rendre encore plus visible la fédération, sa voix et celle de ses syndicats, notamment au lendemain des élections professionnelles de 2011, qu'a souligné l'évocation de la dynamique ayant inspiré ces trois dernières années son

fonctionnement, ses expressions, son journal, ses comptes-rendus partagés, ses rencontres CHS-CT, ses initiatives sur les contrôles économiques et financiers. C'est cette dynamique et la présence de la fédération qui ont permis qu'aux élections de 2014, chacun de ses syndicats soit représenté au Comité Technique central ou de réseau de son administration et que le syndicalisme Solidaires gagne de nouveaux salariés comme à l'ARJEL ou dans d'autres autorités administratives indépendantes.

Nécessité de former de nouveaux militants, de renforcer la structuration locale de la fédération face aux implantations d'administrations bercyennes de plus en plus éparpillées façon puzzle, vertus du tritage, besoin de convaincre de la nécessité du rapport de forces : **s'il doit réfléchir aux moyens de son action au regard d'un monde qui change, le syndicalisme ne se réinvente pas, du moins pas entièrement, comme l'ont rappelé plusieurs intervenants.** C'est en ce sens que le Conseil fédéral a adressé une motion de soutien aux agents des finances belges dans l'action le 7 octobre faisant le constat que nos combats convergent pour remettre en cause les politiques d'austérité et de régression sociale à l'œuvre partout en Europe.

Les « congressistes », issus des organes directeurs des syndicats composant la fédération, ont ensuite approfondi ensemble leur analyse de la situation la plus récente, marquée du sceau de la rétractation de l'action publique, autour de débats très riches : des enjeux de la réforme territoriale, de l'avenir de la Fonction Publique et de leurs conséquences pour les agents et les administrés, débat ouvert par Denis Turbet-Delof et Evelyne N'go de Solidaires Fonction Publique, à la nécessité d'une stratégie de réhabilitation des missions de Bercy et de mobilisation et à la question de la stratégie à développer pour promouvoir les services publics avec Bernard Defaix de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des Services Publics. Ces différents débats se sont conclus par l'adoption de motions.





RÉFORME TERRITORIALE



DU DÉFICIT DÉMOCRATIQUE AU RECUL DE L'ACTION PUBLIQUE : UNE RÉORGANISATION VOULUE POUR L'ENTREPRISE

Le président François Hollande et ses gouvernements Ayrault et Valls ont décidé de modifier profondément, si ce n'est encore radicalement, l'organisation territoriale et administrative de la République française.

Cette réorganisation administrative et territoriale a des conséquences à plus d'un titre pour la vie des citoyens et des administrés. Elle n'est pas neutre dans leurs rapports aux pouvoirs publics et place au centre l'intérêt supérieur de l'entreprise. Métropoles, régions, mises en concurrence comme leurs salariés, sont appelées, par leurs compétences, à capter les investissements au détriment de territoires ruraux éloignés des agglomérations urbaines et de plus en plus condamnés à la désertification administrative, si ce n'est à une forme de relégation sociale au delà des banlieues métropolitaines.

La réforme territoriale s'accompagne d'une réorganisation des services de l'État, pilotée, sous la tutelle du Premier Ministre, par le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture. Par là même, elle indique les priorités d'un gouvernement qui, sous couvert de simplification et d'efficacité, poursuit la réduction des implantations des administrations étatiques, la concentration de leurs services, leur dématérialisation et leur virtualisation avec une déshumanisation du rapport avec l'usager ou l'administré, le transfert vers les partenaires institutionnels ou la privatisation de plus en plus de tâches si ce n'est de missions et compétences. En ligne de mire, un « État stratège » réduit à la portion congrue régaliennne et chargé essentiellement d'accompagner les besoins de l'Entreprise et un ordre économique et social qui lui soit favorable.

UN DÉBAT NÉCESSAIRE, DES ENJEUX D'ÉGALITÉ

Pour **Solidaires Finances**, toute réforme d'ampleur de l'organisation politique et administrative de la République ne peut faire l'économie d'un débat démocratique approfondi avec l'ensemble de la population. La mise en œuvre de « l'acte III de la décentralisation », et de la réorganisation territoriale des services de l'État qui l'accompagne, constituent un nouveau déni de démocratie.

Pour **Solidaires Finances**, et ses syndicats, les organisations syndicales doivent contribuer à l'émergence d'un large débat de société sur une organisation et un fonctionnement des pouvoirs et services publics garants dans une « République une et indivisible » d'un contrôle démocratique des citoyens pouvant s'exercer effectivement et d'une organisation sociale solidaire où la règle absolue doit être l'égalité réelle de traitement des citoyens et administrés. Cette organisation doit être le reflet d'une société plus démocratique, plus égalitaire, plus solidaire.

EN LUTTE POUR LE SERVICE PUBLIC



Bernard DEFAIX est largement intervenu sur le démantèlement des services publics et leurs conséquences en matière de cohésion sociale. Il a réaffirmé qu'ils étaient des outils « *au service de l'intérêt général pour l'accès aux droits fondamentaux et l'égalité des territoires* ».

Alors qu'en ce qui concerne Bercy, les besoins et les demandes de contrôles et de régulations économiques, environnementales et financières sont plus que jamais réels, légitimes et croissants, les modifications profondes de l'organisation et des méthodes de travail et de management contraignent les services des administrations économiques et financières et, de fait leurs agents, à s'orienter vers des activités de conseil, de soutien et d'accompagnement de l'activité économique, au profit du marché et de la libre concurrence et dans les intérêts du capitalisme financiarisé et mondialisé, aux dépens de leurs missions au service des citoyens et du plus grand nombre.

C'est pourquoi **Solidaires Finances** et ses syndicats :

- poursuivront et renforceront leurs engagements pour la défense, la promotion, la reconquête et le développement des services publics en général, ceux des ministères économiques et financiers en particulier.
- assureront la promotion et la valorisation des missions des MEFs, ainsi que les valeurs fondamentales du service public et de la fonction publique auprès des agents des finances, en interne et, parallèlement, auprès de ses utilisateurs, des usagers, particuliers et professionnels, des élus, des institutionnels à l'extérieur de Bercy.
- s'engageront, à hauteur de leurs moyens et de leurs possibilités, dans le processus de relance et de revitalisation de la « Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics ».

La Convergence a notamment pour objectif, courant 2016, en vue de nourrir le débat public, de publier une version actualisée du « Manifeste de défense et de développement des services publics » et de tenir des « Assises nationales des services publics ».

CONDITIONS DE TRAVAIL



Dès sa création, **Solidaires Finances** a fait de l'amélioration des conditions de travail un combat prioritaire, et n'a eu de cesse de dénoncer les causes manifestes et avérées de leur dégradation.

Aujourd'hui, les politiques successives de régression et d'insécurité sociales ont abouti à de multiples dérives et à de véritables atteintes à la dignité des agents.



Solidaires Finances fait le constat que les inégalités se multiplient dans la société, et que bon nombre de lois et mesures aggravent ces inégalités particulièrement pour les femmes (Loi Macron, lois sur la retraite...).

Solidaires Finances constate également que les inégalités persistent au sein de nos Ministères qui se veulent pourtant exemplaires dans la lutte contre les discriminations. Le déni de ces inégalités persiste autant dans la hiérarchie que dans les services. La lutte contre toutes les discriminations (égalité professionnelle, insertion du handicap, lutte contre la LGBTphobie...) est essentielle pour **Solidaires Finances**, parce que ce sont les valeurs d'égalité entre les agents, de justice qui sont en jeu.

Solidaires Finances considère que les sujets de lutte contre toutes les discriminations doivent aller au-delà des affichages, des chartes, plans d'actions et autres engagements.

Les mesures prescrites et discutées dans un esprit de dialogue social doivent s'appliquer obligatoirement à l'ensemble des directions et services.

Un budget doit être notamment dédié, particulièrement pour corriger les effets « négatifs » des périodes d'interruption des carrières des femmes (et leurs conséquences sur l'évaluation, l'indemnitaire, le niveau des pensions). Ce budget dédié ne doit en aucun cas être pris sur ceux des autres politiques ministérielles, comme cela était prévu par l'administration.

Au-delà des revendications que nous avons déjà portées sur l'égalité femmes/hommes, travailler sur les évolutions de carrières, leurs freins et les inégalités salariales qui en découlent, sur le traitement des violences telles que le harcèlement sexuel sont des axes centraux qui doivent déboucher sur des mesures concrètes et opposables aux directions.

A ce titre, **Solidaires Finances** :

- Exige a minima des Ministères le respect des obligations de l'employeur émanant des textes législatifs, la mise en œuvre effective des engagements pris au fil des ans et réglementaires existant en la matière et continuera à combattre pour leur alignement sur les textes plus favorables applicables dans le secteur privé.
- Affirme que les conditions de vie au travail sont une priorité non négociable.
- Exige qu'au-delà de simples déclarations d'intention ou d'opérations de communication, les Ministères s'engagent à mener une véritable politique ministérielle de prévention des risques professionnels qui s'inscrive dans le cadre de l'élargissement des compétences des CHS aux Conditions de travail.
- Exige, au regard du « crime social » que constitue l'exposition des agents à l'amiante, une véritable prise en charge de toutes les victimes, notamment en terme de temps de travail, allant au-delà de l'aumône qui leur a été accordée récemment et qui se borne à l'octroi de 5 jours supplémentaires d'autorisation d'absence par an.

LUTTES CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

ACTION SOCIALE

Solidaires Finances, première fédération des Minis-

tères, réaffirme son attachement à une action sociale de qualité prenant en considération tous les besoins des agents, actifs et retraités et de leurs familles dans les domaines du logement, de la restauration, des vacances, des loisirs, de la culture, de la petite enfance, des aides et secours, de la dépendance.

L'avenir de l'action sociale a de quoi nous inquiéter, aux Ministères Economiques et financiers.

Si le réseau des délégations départementales existe toujours, il se vide peu à peu. De moins en moins d'agents se portent candidats pour exercer les postes de délégué ou d'assistant. Des désaffections et un manque d'attractivité qui s'expliquent notamment par la perte de décisions et de prérogatives liée à l'évolution des prestations et à la main mise des correspondants CHORUS sur l'activité des délégations.

La volonté du Secrétariat Général est évidente : régionaliser l'action sociale mais, pour **Solidaires Finances**, l'échelon départemental reste le plus adapté à une action sociale de proximité au plus près des agents.

Solidaires Finances dénonce l'abandon volontaire de la part de l'administration, au fur et mesure de décisions imposées, du lien social, fondement même de l'action sociale que nous avons construite aux MEFs. C'est notre spécificité gagnée après le conflit de 1989 et confortée au fil des ans par l'action collective qui disparaît.

Pour **Solidaires Finances**, il est indispensable de se mobiliser pour préserver le niveau des subventions aux associations. Dans le contexte d'austérité actuel toute baisse budgétaire se traduira fatalement par des baisses de prestations et des augmentations de tarifs, contraires aux intérêts des agents, qui, ne l'oublions pas, subissent le gel du point d'indice depuis 2010.

Motions d'actualité

A la veille du CTM Budgétaire prévu le 13 octobre et face à la loi de finances 2016 qui entérine une nouvelle baisse des moyens humains et budgétaires de « Bercy », les congressistes ont voté à l'unanimité une motion dénonçant cette situation et débattu longuement de la stratégie à adopter lors de la tenue de cette instance. Ils ont dénoncé les réformes en cascade qui se mettent en œuvre (réforme territoriale, retenue à la source...) et réaffirmé le besoin de davantage de service public. C'est pour combattre les choix gouvernementaux et faire entendre leurs revendications que des actions, locales et nationales, sont et seront organisées à la Douane, à la DGFIP, à l'INSEE, en Administration Centrale...

En conséquence, Solidaires Finances soutient toutes les initiatives et appelle l'ensemble des agents des Ministères économiques et financiers à débattre ensemble, à montrer leur mécontentement, à participer aux actions organisées sur le territoire et à amplifier ce mouvement de protestations afin d'accroître le rapport de forces et d'obtenir satisfaction sur les revendications.

finances
Solidaires

9ème Conseil Fédéral

du 5 au 9 octobre 2015

à l'Escandilla à AUTRANS (Isère)

Motion de soutien à
L'UNSP Finances

La Fédération des Ministères Finances réunies à l'occasion de son 9ème Conseil Fédéral à AUTRANS dans le Vercors, invite tous les Administrateurs financiers, appartenant ou susceptibles d'appartenir à votre territoire et quel que soit votre statut à venir manifester leur soutien à l'UNSP.

**VOS REVENDICATIONS SONT LÉGITIMES,
ELLES SONT LES NÔTRES !**

- Pour la défense et le maintien d'un service public de qualité ;
- Pour la défense du statut et du régime de pension des fonctionnaires ;
- Pour leurs emplois et les moyens budgétaires permettant d'assurer leurs missions au service de la collectivité.

NON le service public n'est pas une charge !

NON les fonctionnaires ne font pas la dette !

Oui ils sont les remparts face à la déréglementation galopante orchestrée depuis Bruxelles. Déréglementation au profit de l'entreprise et des rentiers de son capital aux mains des grands groupes internationaux. Déréglementation contre tout ce qui constitue un frein à leur enrichissement !

Oui nous devons agir, c'est ce à quoi Solidaires Finances et ses syndicats oeuvrent dans nos ministères économiques et financiers, et au sein de la fonction publique en appelant à la mobilisation le 8 octobre !

Oui votre combat est le nôtre, face à des gouvernements qui font des choix pour lesquels ils n'ont pas été élus, et sur lesquels ils se refusent à tout débat démocratique. !

Oui ils constituent un investissement pour une société plus juste et plus solidaire !



Nos combats respectifs convergent pour remettre en cause les politiques d'austérité et de régression sociale à l'œuvre partout en Europe !



LE 8 OCTOBRE, LES CONGRESSISTES ONT RENFORCÉ LES RANGS DES MANIFESTANTS GRENOBLOIS

